









A citizen and research approach to parliamentary monitoring, transparency and accountability in the age of the Internet





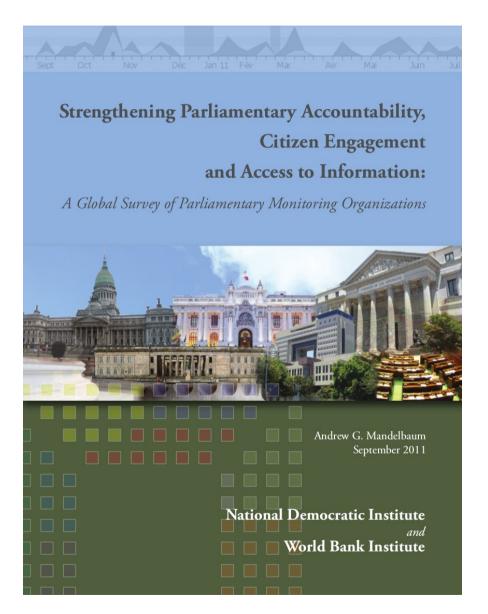


Benjamin Ooghe-Tabanou, médialab SciencesPo & Regards Citoyens



Parliamentary Monitoring: a worldwide effort







OpeningParliament.org

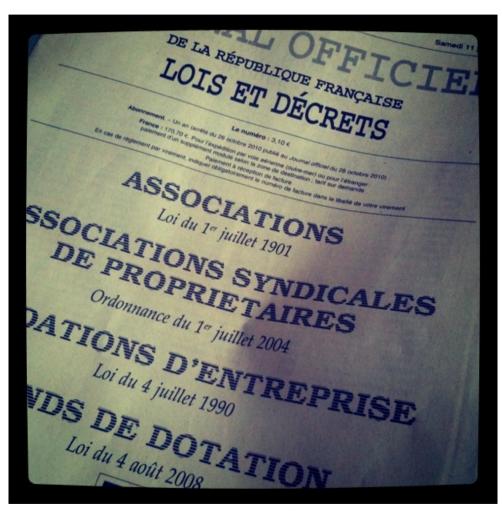
Strengthening Parliamentary Accountability,
Citizen Engagement and Access to Information:
A Global Survey of Parliamentary Monitoring
Organizations

Andrew Mandelbaum – NDI / World Bank September 2011

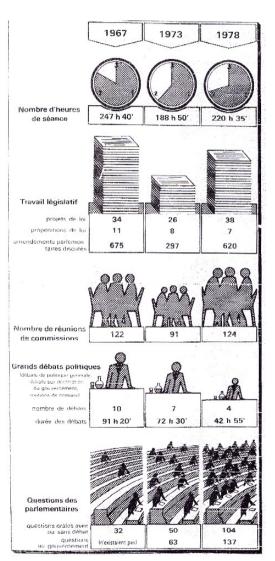
https://www.ndi.org/sites/default/files/governance-parliamentary-monitoring-organizations-survey-september-2011.pdf

Before the Internet, paper based accountability





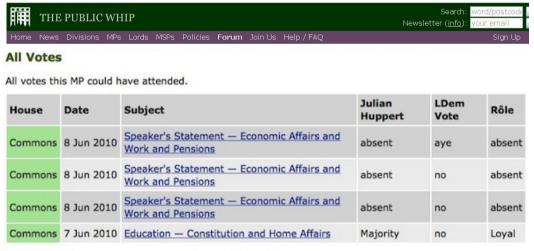
CC by-sa vincentwiki flickr



L'Express 07/10/1978

2000's: Parliamentary Monitoring goes online





The Public Whip - UK - 2003









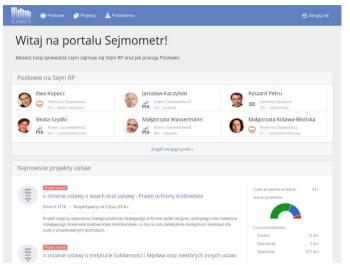
Open Congress (PPF / Sunlight Foundation) – USA – 2004



Open Parlamento (OpenPolis) – Italia – 2005

PM platforms develop (nearly) everywhere









ParlTrack – EU – 2008



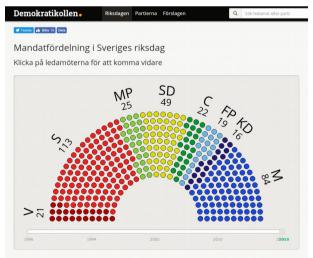
Istinomer (CRTA) - Serbia - 2009



Congresso Aberto – Brazil – 2009



Demo.Cratica – Portugal – 2010



Demokratikollen – Sweden – 2014

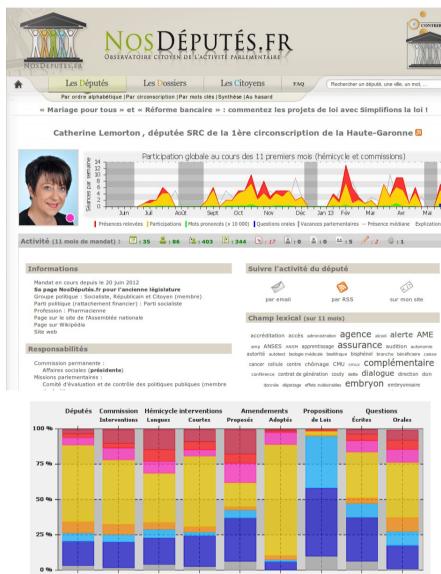
Parliamentary monitoring in France



Regards Citoyens (2009): NosDéputés.fr & NosSénateurs.fr

- Visual & Statistical activity overview
- Semantic analysis on debates
- Access & Comment full legislative contents
- Search & Track works with e-mail alerts
- Redistribute Open Data for external reuses





Let citizens participate using crowdsourcing



		Partie 9 / 12 Fonctions et mandats éle	Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton	Merci de saisir ci-dessous une ligne par fonction ou ma Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « ¾ » de la ligne corr Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le	
	NEANT		IVERTNI	Identification des fonctions et mandats électifs	Date de fonction d
8°	Les fonctions et mandats é	lectifs exercés à la date de l'é	lection :	<u>Sénateur des</u> Ardennes	26/08/2007
et	entification des fonctions mandats électifs	fonction et mandats électifs	ou gratifications perçues	Conseiller général des Ardennes	1998
	Senzteut de Ardennes	depuis le 26/08/2007 et 21/09/2008 (renovellement)	5388 €/mois + IRFM. (net)	Maire de Neuville Day	2001
	everiller general des Andrew Ever de Newille Day (08130) Provider Comment Comment		A400 €/mois (ret) Pas d'indemnité (dipris) Pas d'indemnité //	Fonction ou mandat n°4 Signaler un problème →	Dates de déb

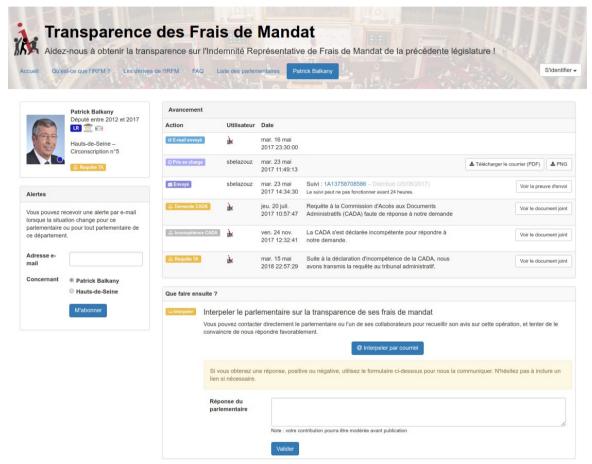
MP's handwritten scanned declaration of interests (2014) 11000 elements digitized in one week by 8000 citizens

https://www.regardscitoyens.org/interets-des-elus/

Engage citizens towards more transparency







Investigate lobbying into lists of hearings from parliamentary reports

https://www.regardscitoyens.org/transparence-france/etude-lobbying/

Use Freedom of Access to Information laws to request MPs expenses details

http://irfm.regardscitoyens.org

Open Data: enable transparency & reuse





activists, journalists, academics, citizens...

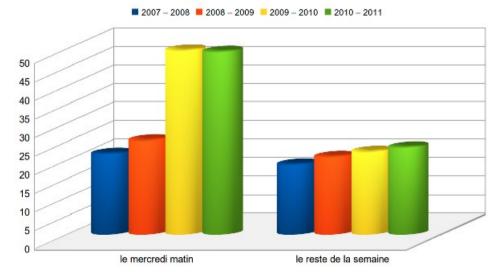
Mesurer l'efficacité des députés au sein du parlement français. L'apport des techniques de frontières non paramétriques Navarro Julien & al 2012

Accountability thanks to transparency





Nombre moyen de députés présents aux réunions des commissions permanentes en session ordinaire



https://2007-2012.nosdeputes.fr/confiseurs/2011/



Can public and private sanctions discipline politicians? Evidence from the French Parliament

Maxime Le Bihan, Benjamin Monnery

▶ To cite this version:

Maxime Le Bihan, Benjamin Monnery. Can public and private sanctions discipline politicians? Evidence from the French Parliament. Working paper GATE 2018-08. 2018. https://doi.org/10.2018/j.jup.10.2018-08.2018. https://doi.org/10.2018/j.jup.10.2018. https://doi.org/10.2018/j.jup.10.2018. https://doi.org/10.2018. https://doi.org/10.201

HAL Id: halshs-01781610

https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01781610

Submitted on 30 Apr 2018

 $\mathbf{HAL} \ \ \text{is a multi-disciplinary open access} \qquad \ \ \mathbf{L'archive\ ouverte\ pluridisciplinaire\ HAL}, \text{est}$ abroad, or from public or private research centers. publics ou privés

archive for the deposit and dissemination of sci- destinée au dépôt et à la diffusion de documents entific research documents, whether they are pub-scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, lished or not. The documents may come from émanant des établissements d'enseignement et de teaching and research institutions in France or recherche français ou étrangers, des laboratoires

Can public and private sanctions discipline politicians? Evidence from the French Parliament. Maxime Le Bihan, Benjamin Monnery 2018

Joining forces: citizen PM NGO / research labs





Regards Citoyens



citizen volunteer NGO 5 admins, 50 members ≈ 3000€ annual budget

parliamentary monitoring, advocacy, opendata, politics & lobbying transparency

https://RegardsCitoyens.org @RegardsCitoyens

SciencesPo médialab & CEE

SciencesPo

research laboratories

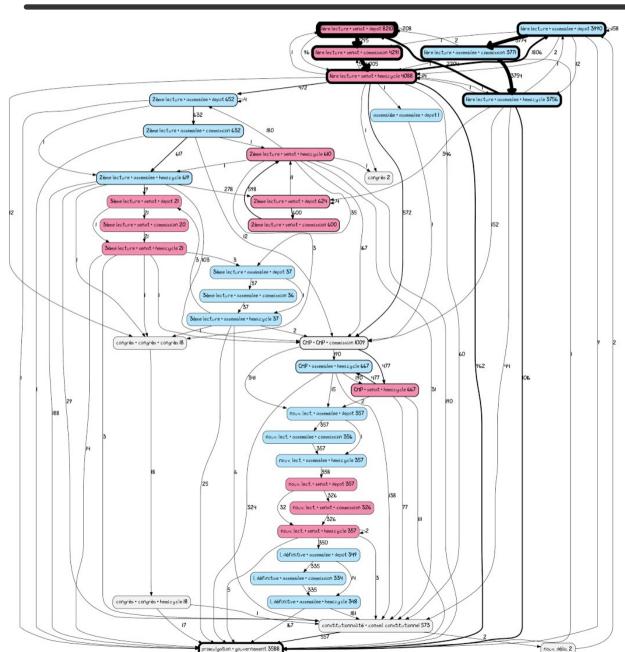


political science, controversy mapping, digital methods, digital humanities, network visualisation, datascapes

https://medialab.sciences-po.fr @medialab_ScPo

Complexity of the french legislative process





« The legislative process is nowadays designed as it was in an era where the impact of IT barely existed. Technology innovations have increasingly facilitated the dematerialization of some steps of the process, but a new design of the whole process never occurred. »

« At what time was a given amendment introduced, discussed and voted? Who is the author for a committee modification of a bill? »

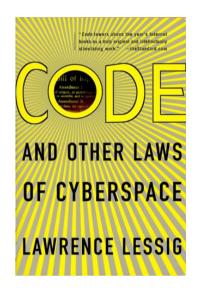
Paolo Coppola

President of the Parliamentary Committee of Enquiry on the Digitalization of the Public Administration, Italian Chamber of Deputies

→ Digital Innovation can help!
TheLawFactory.fr tries

Law is Code, GitLaw & other concepts of CivicTech







Open Legislative Data Conference, Paris 2014

TABLEAU COMPARATIF

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

Proposition de loi relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers

Article unique

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 2224-12-3, il est inséré un article L. 2224-12-3-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 2224-12-3-1. – Pour contribuer au financement des aides attribuées en application de l'article L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles pour permettre à toute personne ou famille résident.

Texte adopté par la Commission

Proposition de loi relative à la solidarité dans *les domaines* de l'alimentation en eau et de l'assainissement

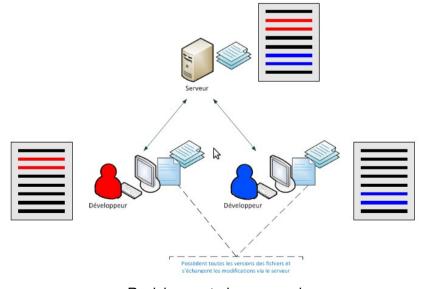
(amendement CL11)

Article 1er

I. – Le ...

1° (Alinéa sans modification)

« Art. L. 2224-12-3-1. – Les gestionnaires des services publics d'eau et d'assainissement peuvent attribuer une subvention au fonds de solidarité pour le logement afin de finançair les aides finançaires des propositions.



Revision control programming

Code de l'action sociale et des familles

Art. L. 115-3. – Cf. annexe.

Accessing bills data: sources & limitations



Transforming bills into data can be complex

N° 23 SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2015-2016

26 octobre 2015

PROJET DE LOI

relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public.

(procédure accélérée)

Le Sénat a modifié, en première lecture, le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en première lecture après engagement de la procédure accélérée, dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Assemblée nationale (14ème législ.): 3037, 3090 et T.A. 593.

Sénat: 34, 93, 95 et 94 (2015-2016).

Article 1er A

(Conforme)

Article 1er B

Le premier alinéa de l'article 10 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsqu'elles sont mises à disposition sous forme électronique, ces informations le sont, si possible, dans un standard ouvert et aisément réutilisable, c'est-à-dire lisible par une machine et pouvant être exploité par un système de traitement automatisé. »

Article 1er

L'article 11 de la même loi est ainsi rédigé :

«Art. II. - Par dérogation au présent chapitre, les informations figurant dans des documents produits ou reçus par des établissements et des institutions d'enseignement et de recherche dans le cadre de leurs activités de recherche peuvent être réutilisées dans les conditions fixées par ces établissements et institutions. »

Article

Le second alinéa de l'article 14 de la même loi est remplacé par cinq alinéas ainsi rédigés :

- « Lorsqu'un tel droit est accordé, la période d'exclusivité ne peut dépasser dix ans. Le bien-fondé de l'octroi d'un droit d'exclusivité fait l'objet d'un réexamen périodique au moins tous les trois ans.
- « Lorsqu'un droit d'exclusivité est accordé pour les besoins de la numérisation de ressources culturelles, la période d'exclusivité peut, par dérogation, être supérieure à dix ans, sans dépasser quinze ans. Elle doit faire l'objet d'un réexamen au cours de la onzième année et ensuite, le cas échéant, lors de la treizième année.
- « Les deuxième et troisième alinéas ne s'appliquent pas aux accords conclus entre personnes publiques dans le cadre de leurs missions de service public sur le fondement de dispositions législatives ou réglementaires, dans le respect du droit de la concurrence. Ceux-ci doivent faire l'objet d'un réexamen au cours de la onzième année et ensuite, le cas échéant, tous les sept ans.
- « Une copie des ressources numérisées et des données associées est remise gratuitement, dans un standard ouvert et librement réutilisable, aux administrations mentionnées à l'article 1^{er} qui ont accordé le droit d'exclusivité.
- « Les accords d'exclusivité sont transparents et rendus publics sous forme électronique. »

Article 3

L'article 15 de la même loi est ainsi rédigé :

« Art. 15. - I. - La réutilisation d'informations publiques est gratuite. Toutefois, les administrations mentionnées à l'article 1^{er} peuvent établir une redevance de réutilisation lorsqu'elles sont tenues de couvrir par des recettes propres une part substantielle des coûts liés à Article 8

Le chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« CHAPITRE III

« [...]

« Art. L. 2113-22 et L. 2113-23. - (Non modifiés) »

missing unmodified text

missing article

Article 10

deleted text

I. – (Supprimé)

II à XIII. - (Non modifiés)

XIV. - Les 1° et 2° de l'article L. 5321-1 du même code sont ainsi rédigés :

« 1° Création d'une commune nouvelle par regroupement des communes membres de l'agglomération nouvelle, en application des articles L. 2113-1 à L. 2113-3. Le choix en faveur de cette solution doit être opéré par les communes dans les deux premiers mois du délai ouvert à l'alinéa précédent. Dans le cas où les conditions de création d'une commune nouvelle fixées aux articles L. 2113-2 et L. 2113-3 ne sont pas remplies, les communes disposent d'un délai de deux mois pour opter entre l'une des deux solutions restantes ;

« 2° Transformation en commune nouvelle, en application des articles L. 2113-2 et L. 2113-3, des communes ou portions de communes comprises à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ; ».

XV à XVIII. - (Non modifiés)

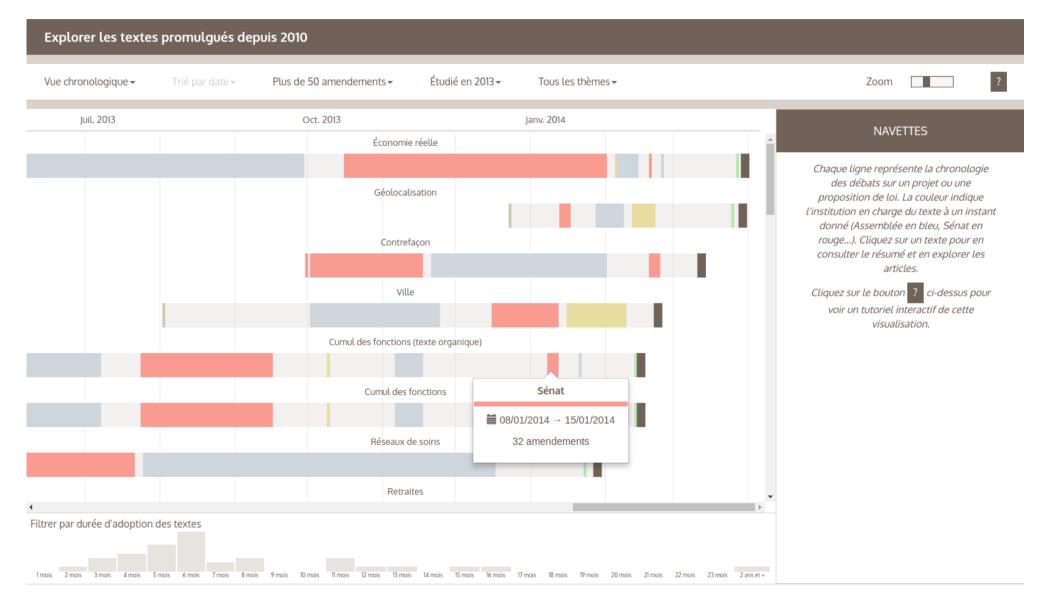
XIX. – (Supprimé)

missing pieces, partial bills, errata, tables...

 \rightarrow 95% of adopted bills

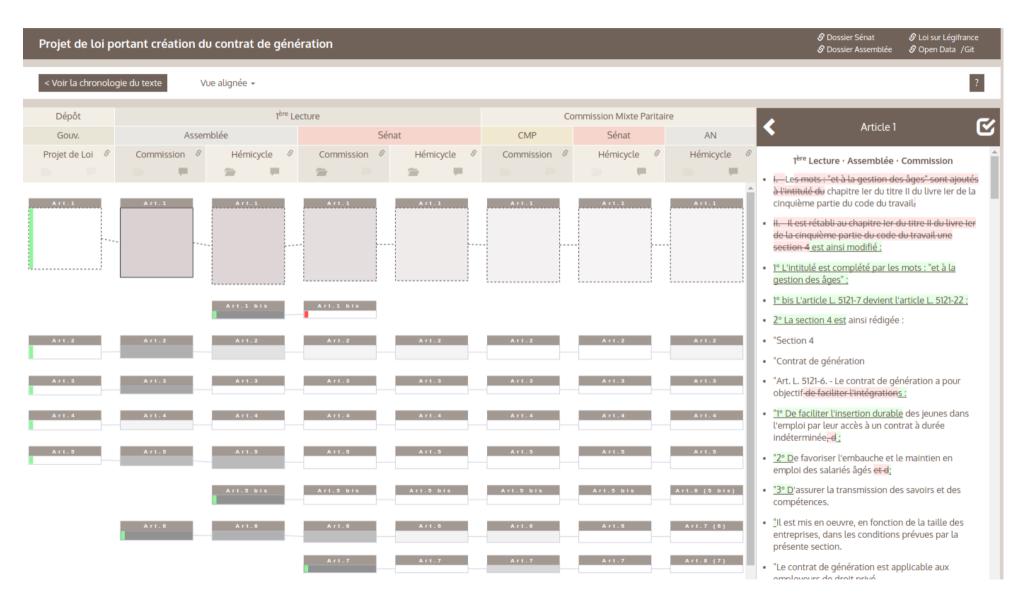
TheLawFactory: 850 promulgated bills





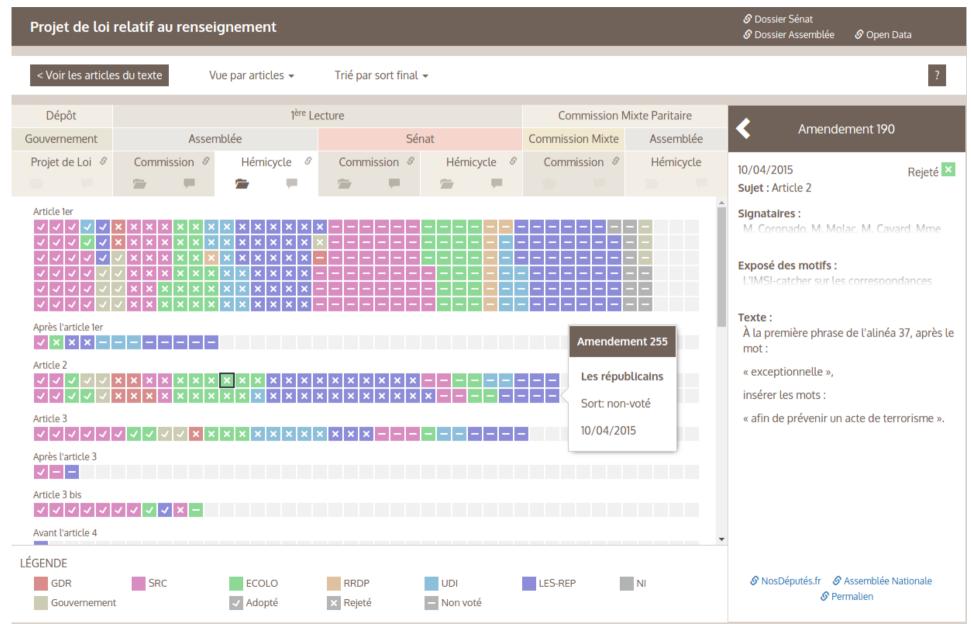
Track text changes at each legislative stage





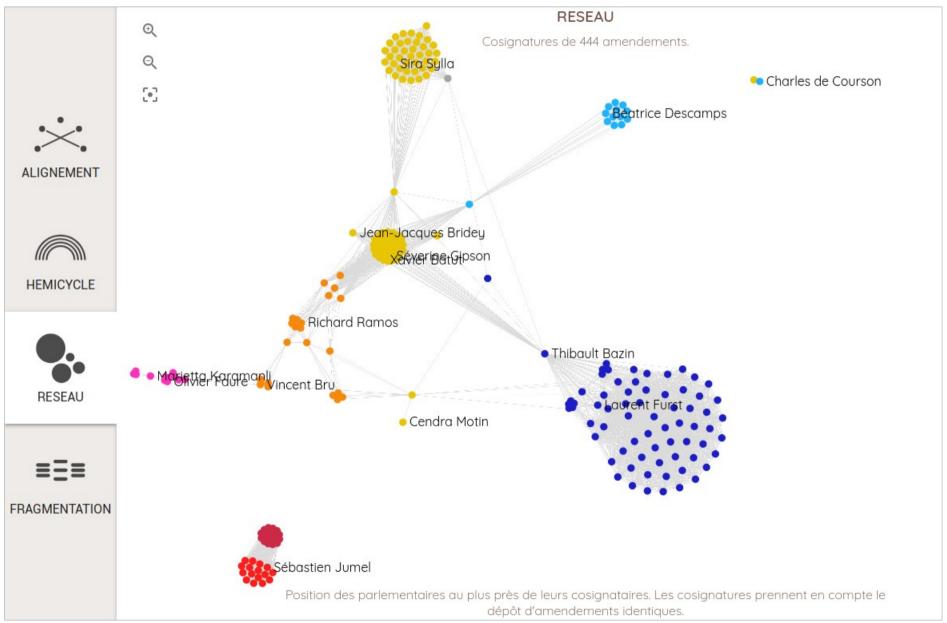
Explore individual amendments





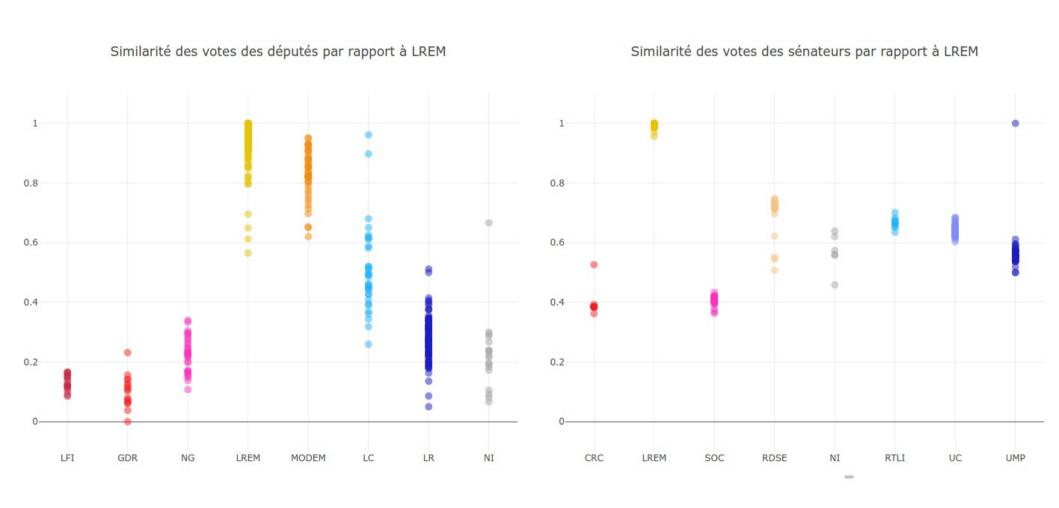
Study parties alignment & fragmentation





Measure alignment through roll call votes

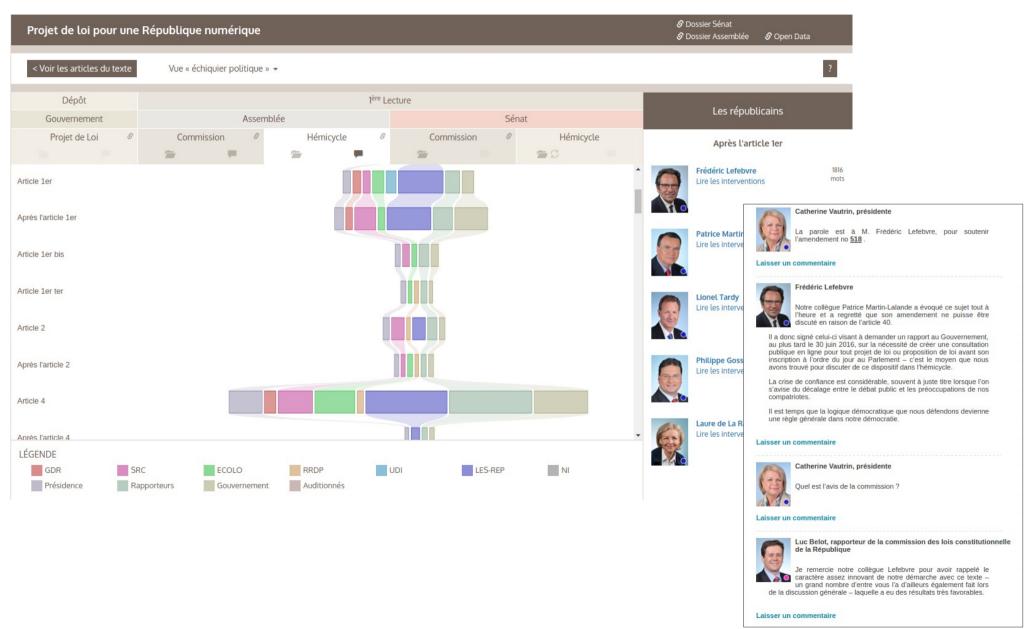




https://www.regardscitoyens.org/temp/sprint-scrutins/

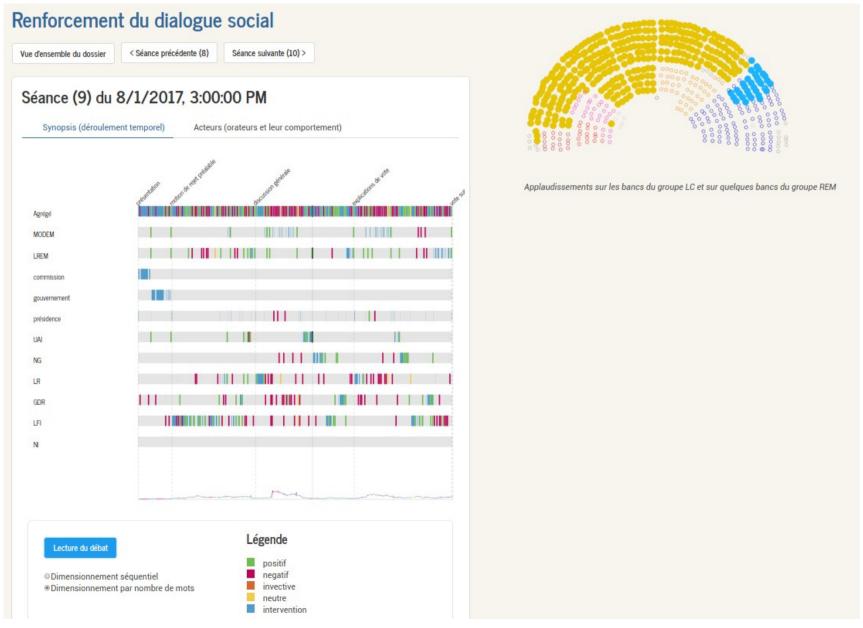
Retrieve parliamentary discussions





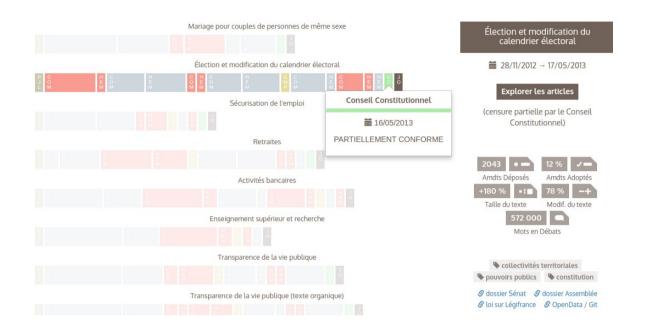
Visualize debates animation





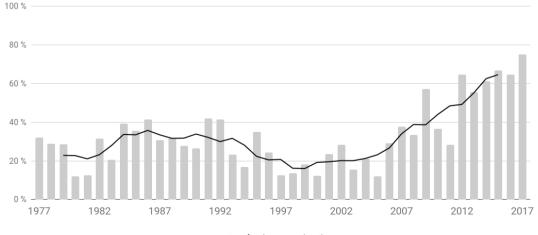
Analyse the Parliament's action in law-writing





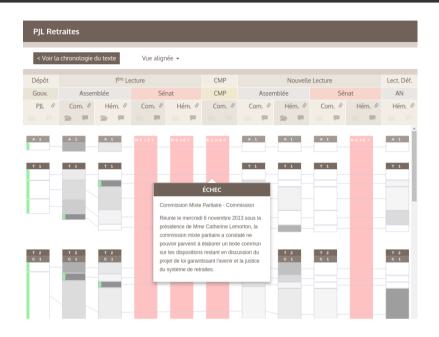
- > 74% of studied bills were modified by at least 50%
- ▶ 61% increased in size by at least 50%

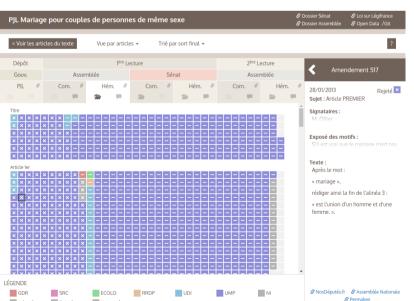




Reveal and study obstruction techniques









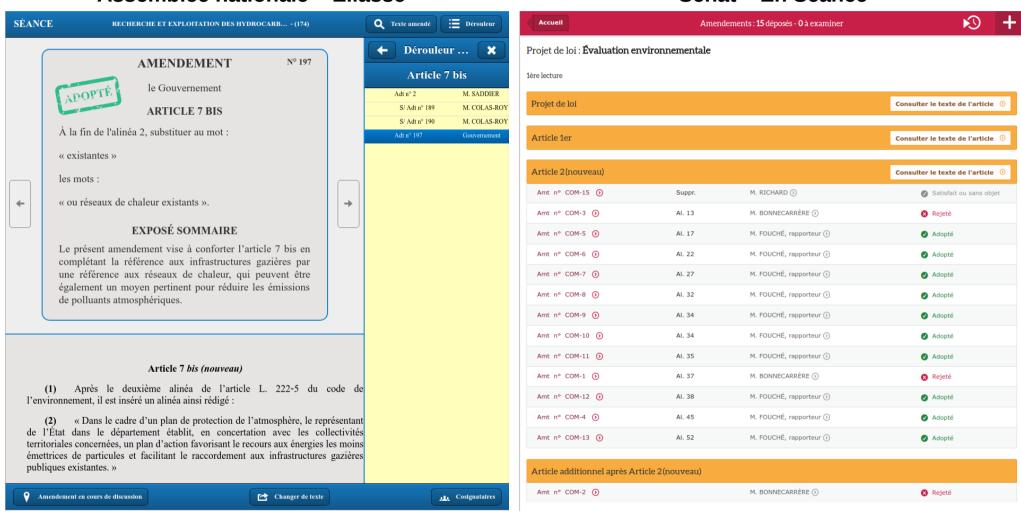


Inspire (& feed from) new official projects



Assemblée nationale – Éliasse

Sénat – En Séance

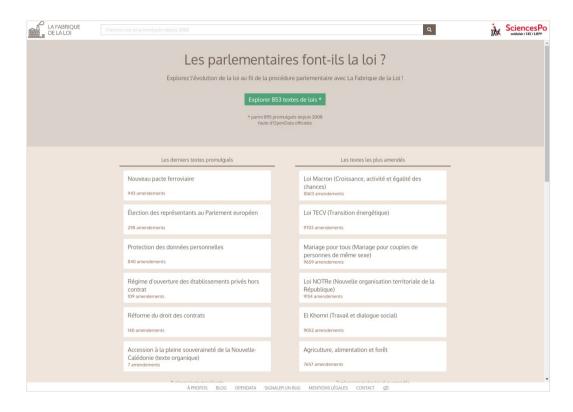


Building official tools & Releasing institutional Open Data enables potential innovation through reuses

Thank you for your attention!



Now let's exchange!



www.TheLawFactory.fr contact@lafabriquedelaloi.fr @RegardsCitoyens @medialab_ScPo